Projet de statuts de la CAP

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1 Dénomination, but et durée

¹ La CAP est une Fondation de prévoyance intercommunale de droit public, constituée par loi du Grand Conseil de la République et canton de Genève du ..., précédée des délibérations des communes affiliées et de la décision du Conseil d'administration des Services industriels de Genève (ci-après SIG), avec un capital propre de CHF 100'000.--.

² Elle a pour but d'assurer la prévoyance professionnelle du personnel de la Ville de Genève, des SIG et des communes affiliées, ainsi que des autres employeurs affiliés conventionnellement contre les conséquences économiques résultant de la vieillesse, du décès et de l'invalidité. Elle applique la législation fédérale en matière de prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, dans le cadre de ses statuts et règlements.

³ La CAP a une durée indéterminée. Elle est inscrite sur les registres de la prévoyance professionnelle et du commerce.

⁴ La CAP ne peut effectuer aucune prestation ayant le caractère d'une rémunération de travail ou qui incombe juridiquement à l'employeur.

Art. 2 Siège

La CAP a son siège dans le canton de Genève.

Art. 3 Structure et surveillance

¹ La CAP est une institution de prévoyance dotée d'un organe paritaire suprême et de caisses de prévoyance internes (ci-après CPI) qui disposent de règlements de prévoyance et de comptes internes propres.

² Pour atteindre son but, la CAP peut conclure des contrats d'assurance ou adhérer à des contrats existants. Elle est alors preneuse d'assurance et bénéficiaire. Elle peut également créer les personnes morales nécessaires au placement de sa fortune.

³ La CAP est soumise à l'Autorité de surveillance pour l'exécution du droit fédéral (ci-après : l'Autorité de surveillance).

CHAPITRE II – SYSTEMES DE CAPITALISATION ET GARANTIE

Art. 4 Systèmes de capitalisation et garantie

¹ La CAP applique, au niveau des CPI, soit le système de la capitalisation complète, soit celui de la capitalisation partielle.

² Les CPI qui choisissent la capitalisation partielle doivent répondre aux exigences légales fédérales et bénéficier des cotisations et garanties correspondantes des corporations publiques affiliées.

Art. 5 Mise en œuvre de la capitalisation partielle

¹ En cas de mise en œuvre d'un financement selon le système de la capitalisation partielle dans une CPI, les corporations de droit public affiliées qui édictent le financement et émettent leur garantie sont les communes.

² Le plan de financement en capitalisation partielle doit répondre aux exigences légales et être préalablement approuvé par l'Autorité de surveillance.

³ La Ville de Genève, d'autres communes genevoises, l'Association des communes genevoises (ci-après : ACG), la CAP, le Centre sportif de Sous-Moulin (ci-après : CSSM), le Groupement Intercommunal de la Protection Civile OPC Salève (ci-après : l'OPC Salève), ainsi que le Groupement Intercommunal de la Protection Civile Seymaz (ci-après : l'OPC Seymaz) ; sont affiliés à une CPI financée selon le système de la capitalisation partielle. Dans ce cadre :

- a. la Ville de Genève se prononce sur la fixation des cotisations et de leur assiette, l'émission de la garantie, ainsi que l'affiliation et la désaffiliation ;
- b. les autres communes se prononcent sur l'émission de la garantie, l'affiliation et la désaffiliation. Elles sont représentées, au surplus, par l'ACG qui agit pour leur compte s'agissant de tous les actes concernant la

prévoyance professionnelle, en particulier la fixation des cotisations et de leur assiette ;

- c. l'ACG et la CAP sont garanties par la Ville de Genève et les autres communes genevoises ;
- d. le CSSM, l'OPC Salève et l'OPC Seymaz sont garantis par les communes dont elles émanent.

Art. 6 Affiliations conventionnelles

¹ Les employeurs affiliés conventionnellement doivent exercer des tâches d'intérêt public. Les statuts et les règlements correspondants de la CAP font partie intégrante de la convention. Sa conclusion doit être approuvée par le Conseil de fondation et assortie, le cas échéant, d'une garantie communale portant sur les prestations et leur financement.

² La conclusion et la résiliation de la convention nécessitent l'accord du personnel concerné ou de sa représentation.

CHAPITRE III – ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Art. 7 Organes de la CAP

Les organes de la CAP sont :

- a. le Conseil de fondation ;
- b. les Comités de gestion des CPI ;
- c. l'Administration ;
- d. l'organe de révision ;
- e. l'expert en prévoyance professionnelle.

Art. 8 Conseil de fondation

¹ Le Conseil de fondation est l'organe suprême de la Fondation.

² Le Conseil de fondation est composé de 8 membres au minimum et de 16 au maximum. Il est constitué d'un nombre égal de représentants des employeurs et des employés. Les pensionnés peuvent être représentés par une personne assurée, avec voix consultative.

³ Le Conseil de fondation se constitue lui-même et désigne un Président et un Vice-président, en alternance entre les représentants des employeurs et ceux des employés. Le Conseil de fondation peut modifier la règle de l'alternance par une décision à l'unanimité de ses membres.

⁴ La durée ordinaire des mandats est de 4 ans, renouvelables deux fois. Les CPI fixent les modalités de désignation, d'élection et de fin des mandats par règlement.

⁵ Le Conseil de fondation se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins quatre fois par an, sur convocation de son Président.

⁶ Une réunion est également convoquée à la demande écrite de trois de ses membres au moins.

⁷ La Fondation est engagée par la signature collective à deux de son Président et de son Vice-président, ainsi que d'autres personnes désignées par le Conseil de fondation.

Art. 9 Représentation au sein du Conseil de fondation

¹ Les employeurs représentés au Conseil de fondation sont la Ville de Genève, les autres communes et employeurs affiliés du canton de Genève – par l'intermédiaire de l'ACG – et SIG.

² Les assurés représentés au Conseil de fondation sont employés par la Ville de Genève, par les autres communes et employeurs affiliés du canton de Genève et par SIG, et sont affiliés à une CPI.

³ La représentation est déterminée par quotas, en fonction du nombre d'assurés actifs, selon règlement.

⁴ Le Conseil de fondation peut élargir le cercle des employeurs et des assurés représentés en son sein et en modifier les quotas.

Art. 10 Désignation au Conseil de fondation

¹ Les membres du Conseil de fondation sont désignés au sein des membres des Comités de gestion des CPI, sauf dérogation réglementaire.

² La désignation au Conseil de fondation a lieu selon la procédure suivante :

- a. le Conseil administratif de la Ville de Genève, l'ACG pour les autres communes affiliées et le Conseil d'administration des SIG, désignent leurs représentants ;
- b. les représentants des assurés au sein des Comités de gestion des CPI désignent leurs représentants au Conseil de fondation ;
- c. l'organisation majoritaire représentant les pensionnés désigne, cas échéant, son représentant ;
- d. en cas d'élargissement du cercle des employeurs et des assurés représentés, le Conseil de fondation fixe les modalités des désignations.

Art. 11 Quorum

¹ Le Conseil de fondation ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

² Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle séance est convoquée, le Conseil de fondation étant dès lors habilité à délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

³ Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

⁴ Le Conseil de fondation peut prendre des décisions par voie de circulaire si, après la communication par écrit de l'objet de la décision, les membres expriment par écrit leur accord unanime.

Art. 12 Tâches du Conseil de fondation

¹ Le Conseil de fondation assure la direction générale de l'institution de prévoyance, veille à l'exécution de ses tâches légales et en détermine les objectifs et principes stratégiques, ainsi que les moyens permettant de les mettre en oeuvre. Il définit l'organisation de l'institution de prévoyance, veille à sa stabilité financière et en surveille la gestion.

² Il remplit les tâches suivantes, qui sont intransmissibles et inaliénables, dans les limites des prérogatives reconnues aux communes affiliées :

- a. définir le système de financement ;

- b. définir les objectifs en matière de prestations, les plans de prévoyance et les principes relatifs à l'affectation des fonds libres ;
- c. édicter et modifier les règlements ;
- d. établir et approuver les comptes annuels ;
- e. définir les taux d'intérêt techniques et les bases techniques ;
- f. définir l'organisation, en particulier l'Administration ;
- g. désigner les personnes qui ont le pouvoir de représentation de la Fondation avec la signature collective à deux et les modalités de délégations du pouvoir de représentation ;
- h. organiser la comptabilité ;
- i. définir le cercle des assurés et garantir leur information ;
- j. garantir la formation initiale et la formation continue des représentants des salariés et des employeurs ;
- k. nommer et révoquer les personnes chargées de la gestion ;
- l. nommer et révoquer l'expert en matière de prévoyance professionnelle et l'organe de révision ;
- m. prendre les décisions concernant la réassurance, complète ou partielle, de l'institution de prévoyance et le réassureur éventuel ;
- n. définir les objectifs et principes en matière d'administration de la fortune, d'exécution du processus de placement et de surveillance de ce processus ;
- o. contrôler périodiquement la concordance à moyen et à long termes entre la fortune placée et les engagements ;
- p. définir les conditions applicables au rachat de prestations ;
- q. définir les rapports avec les employeurs affiliés et les conditions applicables à l'affiliation d'autres employeurs ;
- r. publier les rémunérations de ses organes dans son rapport annuel.

³ Le Conseil de fondation peut attribuer à un Bureau, à des Commissions ou à certains de ses membres la charge de préparer et d'exécuter ses décisions ou de surveiller certaines affaires. Il veille à ce que ses membres soient informés de manière appropriée.

⁴ Il fixe une indemnité destinée à ses membres et à ceux des CPI pour l'accomplissement de leur mandat.

⁵ Il examine et approuve les décisions suivantes des CPI :

- a. l'allocation stratégique de la fortune ;
- b. le plan de prévoyance, les cotisations et le système financier ;
- c. les mesures d'assainissement ;
- d. la liquidation partielle ;
- e. l'affiliation conventionnelle ;
- f. le rapport annuel ;
- g. le budget ;
- h. les décisions concernant la réassurance, complète ou partielle ;
- i. la conclusion des conventions d'affiliation avec les institutions externes.

⁶ Le Conseil de fondation exerce la haute surveillance sur les décisions suivantes des CPI :

- a. l'utilisation des excédents ;
- b. l'adaptation des pensions à l'évolution des prix.

⁷ Le Conseil de fondation peut prendre l'initiative, à la majorité de ses membres, de soumettre une proposition de modification des statuts par loi du Grand Conseil après contrôle de sa conformité au droit fédéral par l'Autorité de surveillance.

⁸ Le Conseil de fondation a en tout temps la possibilité de créer de nouvelles CPI.

⁹ Le Conseil de fondation est consulté par le Conseil d'Etat sur les projets de révision de la loi concernant la constitution de la Fondation et des présents statuts.

Art. 13 Caisses de prévoyance internes

¹ Les CPI sont constituées par décision du Conseil de fondation qui définit le cercle des employeurs affiliés.

² Chaque CPI a, à sa tête, un Comité de gestion composé d'un nombre égal de représentants des employeurs et des assurés salariés. Les pensionnés sont représentés par une personne assurée, avec voix consultative.

³ La composition et les modalités de désignation des membres des Comités de gestion sont fixées par le règlement d'organisation pour les CPI.

⁴ Le Comité de gestion représente la CPI envers la Fondation.

Art. 14 Tâches des Comités de gestion

¹ Les tâches des Comités de gestion sont les suivantes, dans les limites des pouvoirs du Conseil de fondation et des prérogatives reconnues aux communes affiliées :

- a. se prononcer sur les règlements de la Fondation pour la CPI ;
- b. le choix du plan de prévoyance et/ou des contributions ;
- c. le choix du système financier des CPI (capitalisation partielle ou complète) ;
- d. l'allocation stratégique de la fortune ;
- e. l'adoption des mesures d'assainissement ;
- f. la décision de liquidation partielle ;
- g. la décision d'affiliation conventionnelle ;
- h. l'établissement d'un rapport annuel ;
- i. l'élaboration du budget ;
- j. les décisions concernant la réassurance ;
- k. la décision d'utilisation des excédents ;
- l. la décision de l'adaptation à l'évolution des prix ;
- m. l'information périodique des assurés par le biais de circulaires, d'assemblées des assurés ou d'autres moyens de communication appropriés ;
- n. la désignation des personnes qui les représentent juridiquement, par leur signature, envers le Conseil de fondation ;
- o. trancher dans l'esprit de la loi et des règlements les cas non explicitement prévus.

² Les Comités de gestion peuvent, moyennant accord du Conseil de fondation, constituer des Commissions qui leur sont directement rattachées.

Art. 15 Administration

¹ La CAP est dotée d'une Administration, avec une direction dont le personnel est soumis à un statut propre, de droit public ; elle assure son personnel.

² L'Administration exécute les décisions du Conseil de fondation et des Comités de gestion et gère toutes les affaires courantes.

CHAPITRE IV – FORTUNE ET CONTRÔLE

Art. 16 Fortune et tenue des comptes

¹ La fortune de la Fondation se compose de la fortune administrative propre et de la fortune commune consolidée des CPI.

² La fortune de la Fondation est alimentée par les contributions réglementaires des employeurs et des employés, des dotations bénévoles des employeurs ou de tiers, ainsi que par le revenu de la fortune de la Fondation.

³ Chaque CPI possède une part de la fortune - mobilière et immobilière – commune.

⁴ La Fondation tient des comptes séparés pour chaque CPI.

⁵ Les actifs et passifs des CPI sont comptabilisés séparément. Chaque CPI répond uniquement de ses propres passifs et utilise ses actifs exclusivement à l'accomplissement de sa prévoyance professionnelle.

Art. 17 Placement de la fortune

¹ La fortune de la Fondation est placée, conformément à la législation fédérale en matière de prévoyance professionnelle, de manière à garantir la sécurité des placements, à obtenir un rendement raisonnable, une répartition appropriée des risques et la couverture des besoins prévisibles en liquidité.

² La fortune immobilière de la Fondation peut être détenue, en tout ou partie, par une Fondation de placement intercommunale relevant de la prévoyance professionnelle.

³ Le transfert d'immeubles à une Fondation de placement est exempt de tout impôt, émolument ou taxe cantonale, à l'exception de ceux de l'Autorité de surveillance.

Art. 18 Comptabilité

¹ La Fondation établit chaque année un bilan financier et un compte de pertes et profits pour chaque CPI et, sur une base consolidée, pour la Fondation.

² L'exercice annuel coïncide avec l'année civile.

Art. 19 Organe de révision

¹ L'organe de révision exécute les tâches qui lui sont dévolues par la loi. Il vérifie notamment chaque année la légalité des comptes annuels, des comptes des personnes assurées, la gestion et les placements de la Fondation ainsi que des CPI.

² Il établit, à l'intention des CPI et du Conseil de Fondation, un rapport écrit sur le résultat de ses vérifications.

Art. 20 Expert en matière de prévoyance professionnelle

L'expert exécute les tâches qui lui sont dévolues par la loi. Il est notamment chargé de déterminer périodiquement, pour la Fondation sur base consolidée, ainsi que pour les CPI:

- a. si la Fondation ainsi que les CPI offrent la garantie qu'elles peuvent remplir leurs engagements ;
- b. si les dispositions réglementaires de nature actuarielle, relatives aux prestations et au financement, sont conformes aux prescriptions légales ;
- c. si la Fondation ainsi que les CPI sont en mesure d'assurer leur équilibre financier à long terme, notamment en cas de capitalisation partielle par une approche prospective sur 20 ans, compte tenu d'un objectif de taux de couverture de 80% au 31 décembre 2052.

CHAPITRE V – RESPONSABILITE ET INCOMPATIBILITE

Art. 21 Responsabilité

¹ La Fondation répond exclusivement de ses engagements. Les actifs internes des CPI couvrent leurs passifs.

² Les personnes chargées d'administrer ou de gérer l'institution de prévoyance et les experts en matière de prévoyance professionnelle répondent du dommage qu'ils lui causent intentionnellement ou par négligence.

Art. 22 Incompatibilité

¹ Les membres du Conseil de fondation et des Comités de gestion des CPI qui siègent dans un organe d'une entreprise à but lucratif traitant directement ou indirectement avec la Fondation et/ou avec les CPI sont tenus d'en informer le Conseil de fondation.

² Le Conseil de fondation décide si ce mandat ou cet engagement est compatible avec la fonction de membre du Conseil de fondation et/ou du Comité de gestion.

³ En cas d'incompatibilité, le Conseil de fondation avise l'autorité ou l'organe compétent pour la désignation d'une personne remplaçante.

⁴ Les fonctions d'employé de l'Administration et de membre du Conseil de fondation ou du Comité de gestion sont incompatibles.

Art. 23 Intégrité, loyauté et récusation

¹ Les personnes chargées de gérer ou d'administrer la Fondation, ainsi que sa fortune, doivent jouir d'une bonne réputation et offrir toutes les garanties d'une activité irréprochable. Elles sont tenues de respecter le devoir de diligence fiduciaire et de servir les intérêts des assurés des CPI dans l'accomplissement de leurs tâches. A cette fin, elles veillent à ce que leurs situations personnelle et professionnelle n'entraînent aucun conflit d'intérêts. Elles doivent déclarer, cas échéant, leurs liens d'intérêts à l'organe de révision.

² Les règles de récusation selon la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985, sont applicables par analogie aux membres du Conseil de fondation.

³ Si la Fondation et/ou les CPI passent avec des personnes proches des actes juridiques, ceux-ci doivent se conformer aux conditions usuelles du marché, garantir les intérêts de la Fondation, ainsi que des CPI, et doivent être annoncés à l'organe de révision dans le cadre du contrôle des comptes annuels.

Art. 24 Secret de fonction

Les membres du Conseil de fondation, des Comités de gestion des CPI, des commissions et de l'Administration, ainsi que l'organe de révision et l'expert en prévoyance professionnelle sont soumis au secret de fonction.

CHAPITRE VI – CONTENTIEUX

Art. 25 Voies de droit

¹ En cas de contestation concernant l'application de la présente législation ou des réglementations de la Fondation et/ou des CPI, la personne assurée, l'employeur, les CPI ou tout autre ayant droit peut ouvrir une action auprès de l'autorité judiciaire compétente, sous réserve des objets relevant de la compétence de l'Autorité de surveillance.

² Toutefois, avant l'ouverture de l'action, les contestations doivent être annoncées, ainsi que les motifs, à la Fondation.

CHAPITRE VII – LIQUIDATION

Art. 26 Liquidation, transfert, fusion, dissolution

¹ En cas de liquidation partielle ou totale d'une CPI, le Conseil de fondation procède à la liquidation en conformité avec les règles fixées dans le règlement de liquidation approuvé par l'Autorité de surveillance.

² La Fondation est dissoute par décision du Grand Conseil. Elle peut également être transférée dans une autre institution de prévoyance, par décision du Grand Conseil. Aucune mesure de liquidation totale ne peut être prise sans le contrôle préalable de sa conformité au droit fédéral par l'Autorité de surveillance.

³ Le Conseil de fondation prend les mesures requises pour préserver les engagements et le but de la Fondation.

⁴ La fortune de la Fondation ne peut en aucun cas revenir aux employeurs affiliés. Elle doit être utilisée conformément aux buts de prévoyance professionnelle.

CHAPITRE VIII - CREATION DE LA FONDATION ET TRANSFERT DE PATRIMOINE

Art. 27 Création de la Fondation

La Fondation est créée avec effet au 1^{er} octobre 2013 au plus tard, par arrêté du Conseil d'Etat.

Art. 28 Première élection des membres du Conseil de fondation et des Comités de gestion des CPI

¹ Il est procédé à l'élection des membres des Comités de gestion des CPI et à la désignation des membres du Conseil de fondation à compter du 1er octobre de l'année 2013, pour une entrée en fonction, au plus tard, le 1er janvier 2014.

² Simultanément à la création de la Fondation, deux CPI distinctes sont créées, l'une pour la Ville de Genève et les autres communes genevoises affiliées, l'autre pour les SIG.

Art. 29 Bilan de clôture

¹ La Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et du personnel communal transféré dans l'Administration cantonale établit un bilan de clôture au 31 décembre de l'année 2013.

² Ce bilan inclut les engagements de prévoyance au 1er janvier 2014 et fait l'objet d'un rapport spécifique de l'organe de révision et de l'expert en matière de prévoyance.

Art. 30 Transfert des actifs et passifs

¹ Au 1^{er} janvier 2014, l'ensemble des actifs et passifs de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et du personnel communal transféré dans l'Administration cantonale, en particulier les rapports de prévoyance en faveur des assurés actifs, les pensionnés, ainsi que les rapports d'affiliation avec les employeurs, découlant de la loi ou des conventions d'affiliation, sont transférés, par succession universelle, à la Fondation.

² La Fondation répartit, au 1^{er} janvier 2014, l'ensemble des actifs et des passifs entre la CPI « *Ville de Genève et les autres communes genevoises* » et la CPI « *SIG* », proportionnellement aux engagements de prévoyance de chacune d'entre elles, après constitution d'un capital administratif propre de la Fondation de CHF 100'000.--.

Art. 31 Apports extraordinaires

¹ Au 1^{er} janvier 2014, un apport extraordinaire est effectué en faveur de la Fondation pour le compte des CPI selon les montants définis en annexe.

² Pour la CPI « *Ville de Genève et les autres communes genevoises* », cet apport couvre également la charge incombant aux autres employeurs garantis, et il est affecté à la réserve de fluctuation de valeurs.

³ La Ville de Genève et les communes peuvent, cas échéant, emprunter la contre-valeur de leur apport moyennant accord et modalités fixés par la Fondation.

⁴ Pour la CPI « *Services industriels de Genève* », l'apport selon annexe est affecté à la capitalisation complète et à la réserve de fluctuation de valeurs.

⁵ Les Services Industriels de Genève peuvent, cas échéant, emprunter la contre-valeur de leur apport moyennant accord et modalités fixés par la Fondation et selon les limites définies par la législation fédérale.

⁶ L'apport au sens de l'alinéa 4 peut également revêtir la forme d'une reconnaissance par les Services Industriels de Genève de la dette d'assainissement destinée à permettre la capitalisation complète, voire la constitution de la réserve de fluctuation de valeurs, amortie par des cotisations annuelles d'assainissement des SIG échelonnées sur une période de 5 à 7 ans.

Art. 32 Bilan d'entrée

¹ La Fondation établit un bilan d'entrée consolidé au 1er janvier 2014, ainsi que deux sous-bilans d'entrée distincts à cette même date pour les CPI « *Ville de Genève et les autres communes genevoises* » et « *SIG* ».

² Ils font l'objet d'un rapport spécifique de son organe de révision et de son expert en prévoyance professionnelle.

³ Les bilans sont communiqués aux employeurs affiliés et à l'Autorité de surveillance.

Art. 33 Règlement relatif au financement et à la garantie de la prévoyance et règlement de prévoyance de la CPI « Ville de Genève et les autres communes genevoises »

¹ Le règlement relatif au financement et à la garantie de la prévoyance de la CPI « *Ville de Genève et les autres communes genevoises* », est approuvé, la première fois, par délibérations communales. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014, la Ville de Genève et l'Association des communes genevoises étant ensuite seules compétentes pour l'édicter, l'amender et l'abroger, après contrôle de sa conformité au droit fédéral par l'Autorité de surveillance.

² Le règlement de prévoyance de la CPI « *Ville de Genève et les autres communes genevoises* » est approuvé, la première fois, par délibérations communales. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014, la Fondation étant ensuite seule compétente pour l'édicter, l'amender et l'abroger, après contrôle de sa conformité au droit fédéral par l'Autorité de surveillance.

³ Le plan de financement en capitalisation partielle doit être approuvé par l'Autorité de surveillance.

⁴ Jusqu'au 31 décembre 2013, la Fondation applique le plan d'assurance (cercle des personnes assurées, prestations et financement) prévu par les statuts et règlements de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et du personnel communal transféré dans l'Administration cantonale en vigueur au 31 décembre 2013.

Art. 34 Règlements de prévoyance de la CPI « Services industriels de Genève »

¹ Le règlement de prévoyance de la CPI « Services industriels de Genève » est arrêté par décision du Conseil d'administration des Services Industriels de Genève pour être approuvé ensuite par la Fondation. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014, la Fondation étant ensuite seule compétente pour l'édicter, l'amender et l'abroger, après contrôle de sa conformité au droit fédéral par l'Autorité de surveillance.

² Jusqu'au 31 décembre 2013, la Fondation applique le plan d'assurance (cercle des personnes assurées, prestations et financement) prévu par les statuts et règlements de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et du personnel communal transféré dans l'Administration cantonale en vigueur au 31 décembre 2013.

Art. 35 Impôts, émoluments et taxes

Les opérations résultant de la création de la Fondation prévue par la présente loi sont franches de tout impôt, émolument ou taxe cantonale, à l'exception de ceux de l'Autorité de surveillance.

Art. 36 Transfert du personnel

Le personnel est transféré, aux conditions de son statut existant, jusqu'à l'adoption d'un statut du personnel de droit public de la CAP par le Conseil de fondation.

CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

Art. 37 Adoption des statuts

Les présents statuts, adoptés par le Conseil municipal de la Ville de Genève le ..., le Conseil municipal d'Aire-la-Ville le ..., le Conseil municipal d'Anières le ..., le Conseil municipal d'Avully le ..., le Conseil municipal

d'Avusy le ..., le Conseil municipal de Bardonnex le ..., le Conseil municipal de Bellevue le ..., le Conseil municipal de Bernex le ..., le Conseil municipal de Cartigny le ..., le Conseil municipal de Céligny le ..., le Conseil municipal de Chancy le ..., le Conseil municipal de Chêne-Bougeries le ..., le Conseil municipal de Chêne-Bourg le ..., le Conseil municipal de Choulex le ..., le Conseil municipal de Collex-Bossy le ..., le Conseil municipal de Collonge-Bellerive le ..., le Conseil municipal de Cologny le ..., le Conseil municipal de Confignon le ..., le Conseil municipal de Corsier le ..., le Conseil municipal de Dardagny le ..., le Conseil municipal de Genthod le ..., le Conseil municipal le Grand-Saconnex le ..., le Conseil municipal d'Hermance le ..., le Conseil municipal de Jussy le ..., le Conseil municipal de Laconnex le ..., le Conseil municipal de Lancy le ..., le Conseil municipal de Meinier le ..., le Conseil municipal de Meyrin le ..., le Conseil municipal d'Onex le ..., le Conseil municipal de Perly-Certoux le ..., le Conseil municipal de Plan-les-Ouates le ..., le Conseil municipal de Pregny-Chambésy le ..., le Conseil municipal de Presinge le ..., le Conseil municipal de Puplinge le ..., le Conseil municipal de Russin le ..., le Conseil municipal de Satigny le ..., le Conseil municipal de Soral le ..., le Conseil municipal de Thônex le ..., le Conseil municipal de Troinex le ..., le Conseil municipal de Vandoeuvres le ..., le Conseil municipal de Vernier le ..., le Conseil municipal de Versoix le ..., le Conseil municipal de Veyrier le ..., ... et par le Conseil d'administration des Services industriels de Genève le ..., ont été approuvés par le Grand Conseil le

Art. 38 Modification des statuts

Les présents statuts peuvent être modifiés sur proposition du Conseil de fondation, avec le préavis de l'Autorité de surveillance, et l'approbation du Grand Conseil.

Art. 39 Abrogation et dissolution

¹ Les statuts, teneur 1^{er} janvier 2008, de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et du personnel communal transféré dans l'Administration cantonale approuvés par le Conseil municipal de la Ville de Genève le 7 novembre 2007, le Conseil d'administration des Services Industriels de Genève le 1^{er} février 2007 et le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève le 7 mars 2007, sont abrogés au 31 décembre 2013.

² La Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève, des Services Industriels de Genève et du personnel communal transféré dans l'administration cantonale est dissoute au 1er janvier 2014.

Art. 40 Annexe

Fait partie intégrante des présents statuts l'annexe A - Apports extraordinaires pour le compte des CPI «Ville de Genève et les autres Communes genevoises » et « Services industriels de Genève ».

**Annexe A - Apports extraordinaires pour le compte de la CPI
«Ville de Genève et les autres Communes genevoises » et
de la CPI « Services industriels de Genève »**

¹ Les apports extraordinaires au sens de l'article 31 sont répartis comme suit :

Employeur	Montant
Commune d'Aire-la-Ville	CHF 37'812
Commune d'Anières	CHF 298'816
Commune d'Avully	CHF 300'823
Commune d'Avusy	CHF 115'640
Commune de Bardonnex	CHF 172'653
Commune de Bellevue	CHF 284'792
Commune de Bernex	CHF 2'005'331
Commune de Cartigny	CHF 127'740
Commune de Céligny	CHF 27'749
Commune de Chancy	CHF 74'976
Commune de Chêne-Bougeries	CHF 1'984'414
Commune de Chêne-Bourg	CHF 1'355'682
Commune de Choulex	CHF 129'605
Commune de Collex-Bossy	CHF 87'071
Commune de Collonge-Bellerive	CHF 915'582
Commune de Cologny	CHF 1'052'094
Commune de Confignon	CHF 677'076
Commune de Corsier	CHF 268'553
Commune de Dardagny	CHF 203'230
Commune de Genthod	CHF 242'008
Commune du Grand-Saconnex	CHF 1'938'227
Commune d'Hermance	CHF 102'152
Commune de Jussy	CHF 205'629
Commune de Laconnex	CHF 123'891
Ville de Lancy	CHF 5'724'751
Commune de Meinier	CHF 274'384
Commune de Meyrin	CHF 7'159'183
Ville d'Onex	CHF 4'630'677
Commune de Perly-Certoux	CHF 343'159
Commune de Plan-les-Ouates	CHF 1'889'873
Commune de Pregny-Chambésy	CHF 745'512

Commune de Presinge	CHF	85'974
Commune de Puplinge	CHF	266'048
Commune de Russin	CHF	45'018
Commune de Satigny	CHF	537'134
Commune de Soral	CHF	67
Commune de Thônex	CHF	2'165'550
Commune de Troinex	CHF	316'599
Commune de Vandoeuvres	CHF	378'187
Ville de Vernier	CHF	7'971'678
Commune de Versoix	CHF	2'017'872
Commune de Veyrier	CHF	1'461'577
Ville de Genève	CHF	119'509'223
Services Industriels de Genève	CHF	350'489'066
Association des Communes Genevoises	CHF	1'089'829
Centre Sportif de Sous-Moulin	CHF	510'804
Office intercommunal de la PCi "ORPC Seymaz"	CHF	28'851
Office intercommunal de la PCi "ORPC Salève"	CHF	4'504
CAP	CHF	681'134
Total	CHF	521'058'20

⁵ L'apport extraordinaire des Services Industriels de Genève est déterminé sur la base du bilan 31.12.2011/01.01.2012, et sera réévalué pour tenir compte du bilan 31.12.2013/01.01.2014.

Table des matières

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES.....	1
Art. 1 Dénomination, but et durée.....	1
Art. 2 Siège	1
Art. 3 Structure et surveillance.....	1
CHAPITRE II – SYSTEMES DE CAPITALISATION ET GARANTIE.....	2
Art. 4 Systèmes de capitalisation et garantie.....	2
Art. 5 Mise en œuvre de la capitalisation partielle.....	2
Art. 6 Affiliations conventionnelles	3
CHAPITRE III – ORGANISATION ET ADMINISTRATION.....	3
Art. 7 Organes de la CAP.....	3
Art. 8 Conseil de fondation	3
Art. 9 Représentation au sein du Conseil de fondation	4
Art. 10 Désignation au Conseil de fondation	4
Art. 11 Quorum.....	5
Art. 12 Tâches du Conseil de fondation.....	5
Art. 13 Caisses de prévoyance internes	7
Art. 14 Tâches des Comités de gestion	8
Art. 15 Administration	9
CHAPITRE IV – FORTUNE ET CONTRÔLE	9
Art. 16 Fortune et tenue des comptes.....	9
Art. 17 Placement de la fortune	9
Art. 18 Comptabilité	10
Art. 19 Organe de révision.....	10
Art. 20 Expert en matière de prévoyance professionnelle	10
CHAPITRE V – RESPONSABILITE ET INCOMPATIBILITE.....	11
Art. 21 Responsabilité.....	11
Art. 22 Incompatibilité.....	11
Art. 23 Intégrité, loyauté et récusation.....	11
Art. 24 Secret de fonction	12
CHAPITRE VI – CONTENTIEUX.....	12
Art. 25 Voies de droit	12
CHAPITRE VII – LIQUIDATION	12
Art. 26 Liquidation, transfert, fusion, dissolution.....	12
CHAPITRE VIII - CREATION DE LA FONDATION ET TRANSFERT DE PATRIMOINE.....	13
Art. 27 Création de la Fondation.....	13

Art. 28	Première élection des membres du Conseil de fondation et des Comités de gestion des CPI.....	13
Art. 29	Bilan de clôture.....	13
Art. 30	Transfert des actifs et passifs.....	14
Art. 31	Apports extraordinaires	14
Art. 32	Bilan d'entrée	15
Art. 33	Règlement relatif au financement et à la garantie de la prévoyance et règlement de prévoyance de la CPI « Ville de Genève et les autres communes genevoises ».....	15
Art. 34	Règlement de prévoyance de la CPI « Services industriels de Genève »	16
Art. 35	Impôts, émoluments et taxes.....	16
Art. 36	Transfert du personnel	16
CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES.....		16
Art. 37	Adoption des statuts.....	16
Art. 38	Modification des statuts.....	17
Art. 39	Abrogation et dissolution.....	17
Art. 40	Annexe.....	18
Annexe A	- Apports extraordinaires pour le compte de la CPI «Ville de Genève et les autres Communes genevoises » et de la CPI « Services industriels de Genève »	19

Commentaire article par article des Statuts de la CAP

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1 Dénomination, but et durée

Alinéa 1

Le choix de la dénomination "CAP", à l'exclusion de la "*Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des Services Industriels de Genève et du personnel communal transféré dans l'administration communale*" simplifie la lecture des présents statuts.

Conformément à l'art. 175 de la Constitution de la République et canton de Genève, une fondation intercommunale de droit public doit être établie par une loi.

Selon l'art. 2 let. k de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève (LRGC – B 1 01), le Grand Conseil est compétent pour créer ou dissoudre des fondations de droit public.

Sont considérées de droit public les fondations ayant leur siège dans le canton, qui ont pour objet l'affectation de biens à un but entrant dans le domaine du droit public et qui sont tenues de réaliser ce but à l'égard de l'Etat, d'une commune ou d'une autre corporation de droit public (art. 1A de la loi sur les fondations de droit public – A 2 25). La création et la dissolution d'une telle fondation, de même que l'approbation des statuts et leur modification sont de la compétence du Grand Conseil (art. 2 A 2 25).

La création d'une Fondation intercommunale de droit public de prévoyance implique en outre une délibération du Conseil municipal. En effet, en vertu de l'art. 30 al. 1 let. t de la loi sur l'administration des communes (LAC – B 6 - 19 - 05), la création des fondations d'intérêt public communales relève de la fonction délibérative du Conseil municipal.

L'accord du Conseil d'administration des SIG est également réservé (art. 92 des Statuts en vigueur au 1^{er} janvier 2008).

La CAP, constituée sous forme de Fondation intercommunale de droit public de prévoyance, acquerra la personnalité juridique.

Les actifs et les passifs de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève, des Services Industriels de Genève et du personnel communal seront transférés à la Fondation pour répartition entre les Caisses de prévoyance internes (ci-après CPI) après constitution d'un capital administratif propre de la Fondation.

Le rôle des entités affiliées à la Fondation divergera de celui qui est le leur dans la CAP actuelle. Elles seront en effet représentées par l'intermédiaire des Comités de gestion des caisses paritaires de prévoyance. Il y aura donc une structure de représentation à « deux étages ».

Le capital de dotation d'une Fondation doit être au minimum de CHF 100'000.- (art. 22 OPP2)

Alinéa 2

Cette formulation est standard et figure dans l'ensemble des statuts étudiés. Elle permet de cibler préalablement, de manière claire et précise, le but de la Fondation CAP.

Alinéa 3

Conformément à la législation fédérale, la CAP sera inscrite dans le Registre de la prévoyance professionnelle.

La CAP sera, en outre, inscrite, en sa qualité de Fondation de prévoyance intercommunale de droit public disposant de la personnalité juridique, au Registre du commerce (art. 81 CC).

La CAP appliquera la législation en matière de prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, ainsi que ses propres statuts et règlements.

Alinéa 4

Cette mention permet de protéger la CAP contre toute prétention qui devrait être formulée à l'encontre d'une des entités affiliées, en sa qualité d'employeur.

Art. 2 Siège

La CAP étant la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève, des communes du Canton et des SIG, son siège se trouve nécessairement à Genève.

Art. 3 Structure et surveillance

Alinéa 1

La constitution de la Fondation a pour avantage que chaque employeur ou groupe d'employeurs affiliés sera géré en fonction de ses propres particularités. De plus, la Fondation sera constituée de CPI ; une pour la Ville de Genève et les autres communes genevoises et une pour les Services Industriels de Genève, toutes deux appliquant le même plan de prévoyance. Ces CPI disposeront de comptes internes propres, d'une comptabilité séparée et de contraintes spécifiques propres à leur capitalisation. Par la suite, elles seront relativement libres dans l'établissement de leur règlement de prévoyance.

Alinéa 2

Les institutions de prévoyance collectives peuvent réassurer l'intégralité de leurs prestations (solution d'assurance), ou, en tout cas, la couverture des risques de l'invalidité et du décès. Lorsqu'elles sont entièrement réassurées, ces institutions bénéficient de la garantie découlant du contrat d'assurance conclu avec une compagnie privée.

La CAP est actuellement autonome. Cependant, il n'est pas exclu qu'une CPI veuille recourir à une forme de réassurance pour se protéger de certains risques.

Alinéa 3

La soumission à l'autorité de surveillance des institutions de prévoyance professionnelle est impérative (art. 61 et 62 LPP).

CHAPITRE II – SYSTEMES DE CAPITALISATION ET GARANTIE

Art. 4 Systèmes de capitalisation et garantie

Alinéa 1

La CAP fonctionnant selon le système de la capitalisation partielle, cette disposition permet aux CPI de choisir le maintien de ce système ou de passer

en capitalisation complète, selon leur capacité à répondre aux exigences propres à la capitalisation partielle.

Alinéa 2

Les règles légales définissant les exigences permettant de conserver un système en capitalisation partielle sont ici clairement rappelées.

Art. 5 Mise en œuvre de la capitalisation partielle

Alinéa 1

Il précise les corporations de droit public concernées par la possibilité de mettre en œuvre une CPI en capitalisation partielle, à savoir les communes. Ce sont ces dernières qui devront émettre la garantie nécessaire à un tel système et qui édictent le financement. Cette compétence d'édicter le financement va se traduire par un règlement spécifique propre à la CPI concernée.

Alinéa 2

L'autorité de surveillance doit approuver la mise en œuvre du système en capitalisation partielle. A cette fin, elle contrôle le plan de financement et vérifie si une garantie conforme de la corporation de droit public est émise. Le contrôle du plan de financement doit permettre de vérifier si l'équilibre financier est assuré à long terme et si les degrés de couverture initiaux acquis sont maintenus, ainsi que le prévoit la LPP. Dans ce cadre, la corporation de droit public qui émet la garantie, édicte le financement. Cette compétence est propre aux CPI qui appliquent le système de la capitalisation partielle.

Alinéa 3

Les entités déjà affiliées à la CAP et qui seront affiliées à la CPI financée en capitalisation partielle sont expressément précisées, ainsi que leurs compétences respectives. Parmi celles-ci, se trouvent l'Association des Communes Genevoises (ci-après ACG), la CAP, le Centre sportif de Sous-Moulin (ci-après CSSM), le Groupement Intercommunal de la Protection Civil du Salève (ci-après OPC Salève) et le Groupement Intercommunal de la Protection Civil Seymaz (ci-après OPC Seymaz). Ces entités sont affiliées à la CPI financée en capitalisation partielle, dès lors qu'elles bénéficient de la garantie des communes.

Les compétences sont ensuite clairement énumérées par entités concernées, soit :

Lettre a

Pour la Ville de Genève. Le financement est détaillé dans le règlement de financement de la CPI qui est soumis avec les statuts. Il définit le financement, y compris en cas d'assainissement, et clarifie la portée de la garantie.

Lettre b

La représentation de l'ACG pour le compte des autres communes genevoises affiliées pour tous les actes concernant la fixation des cotisations et de leur assiette s'explique par la nécessité de pouvoir faire face aux contraintes légales de financement si nécessaire. A défaut, le fonctionnement de la CPI serait paralysé compte tenu du nombre de communes. Or, ces communes sont toutes représentées à l'ACG, il est donc logique que cette dernière puisse être leur représentante, d'autant que cela rentre dans le cadre de ses buts.

Lettre c

Précise clairement que la Ville de Genève et les autres communes genevoises affiliées sont les garantes pour l'ACG et la CAP.

Lettre d

Précise les communes garantes pour CSSM, OPC Salève, OPC Semaz.

Art. 6 Affiliations conventionnelles

Alinéa 1

La CAP est une institution de prévoyance de droit public, c'est-à-dire que ses biens sont affectés à un but entrant dans le domaine du droit public et elle est tenue de réaliser ce but à l'égard de l'Etat. De ce fait, les employeurs qui s'affilient conventionnellement doivent nécessairement exercer des tâches d'intérêt public qui s'étendent aux communes.

Cette disposition permet en outre à d'autres entités de s'affilier à la CAP, sans modification préalable des statuts, par seule approbation du Conseil de fondation.

Alinéa 2

De manière analogue à l'article 1 al. 1 qui prévoit une décision préalable du Conseil municipal et du Conseil d'administration des SIG pour l'affiliation auprès de la CAP, une décision préalable du personnel de l'entité qui désire s'affilier conventionnellement à la CAP ou résilier son affiliation est nécessaire.

CHAPITRE III – ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Art. 7 Organes de la CAP

Le Conseil de fondation est l'organe paritaire suprême de la CAP.

Le Secrétariat prévu par les anciens statuts de la CAP sera désormais appelé "*Administration*", cette dénomination correspondant mieux aux compétences et tâches qui lui sont effectivement confiées.

Art. 8 Conseil de fondation

Alinéa 1

L'ensemble des tâches du Conseil de fondation sont décrites à l'art. 12 des statuts.

Alinéa 2

Le nombre des membres du Conseil de fondation – entre 8 et 16 – a été déterminé de sorte que la moitié de ses membres soient des représentants de la Ville de Genève, les communes affiliées et les SIG disposant chacun d'un quart des sièges pour leurs représentants.

Ainsi, la constitution du Conseil de fondation doit répondre à deux exigences: d'une part, il doit être constitué paritairement, c'est-à-dire d'un nombre égal de représentants des employeurs et des employés et, d'autre part, ces employeurs et ces employés doivent être répartis entre les diverses entités affiliées. Les quotas de représentation des trois entités respectent cette diversité.

Alinéa 3

Le texte reprend l'art. 51 al. 3 LPP, qui prévoit la représentation paritaire et l'alternance entre les représentants des employeurs et ceux des employés pour la désignation du Président et du Vice-président.

Alinéa 4

Il est nécessaire de limiter le renouvellement des mandats à deux fois, dans un but de saine gestion. La durée maximale d'un mandat est donc de douze ans.

Alinéa 5

Un nombre minimum de réunions est prévu quatre fois par an, afin que la gestion courante puisse être facilitée, en évitant que les questions s'accumulent et ne soient l'objet de discussions qu'une fois par année.

Alinéa 6

Par mesure de simplification, le pouvoir de convocation est confié au Président, tout en conférant la possibilité à trois membres d'en faire la demande écrite.

Alinéa 7

Les personnes qui pourront représenter la Fondation par la signature collective à deux seront inscrites au Registre du commerce, une délégation étant possible.

Art. 9 Représentation au sein du Conseil de fondation

Alinéas 1 et 2

Les employeurs représentés au Conseil de fondation lors de la constitution de l'institution de prévoyance sous forme de Fondation intercommunale doivent figurer dans les statuts. Afin de respecter le principe de parité, les statuts mentionnent également les assurés représentés au Conseil de fondation, en fonction de leurs employeurs.

Alinéa 3

Les quotas ont été déterminés en fonction de l'effectif actuel des assurés actifs et des pensionnés des entités concernées. C'est sur la base de ces quotas que le nombre de membres du Conseil de fondation (8 au minimum et 16 au maximum) a été fixé.

Alinéa 4

Il est important de laisser la liberté au Conseil de fondation d'élargir le cercle des employeurs et des assurés représentés en son sein, sans qu'une modification des statuts soit nécessaire. En effet, il convient d'éviter une procédure trop lourde, dissuadant le Conseil de fondation de donner suite à la requête d'un employeur de s'affilier à l'institution et les employeurs d'initier les démarches visant à leur affiliation.

Art. 10 Désignation au Conseil de fondation

Alinéa 1

Une solution qui respecte deux impératifs potentiellement contradictoires est nécessaire : d'une part, l'indépendance totale des membres du Conseil de fondation envers les membres des Comités paritaires de gestion des CPI et, d'autre part, la sélection des membres du Conseil de fondation parmi les membres des Comités de gestion des CPI.

Il est habituel de sélectionner les membres du Conseil de fondation d'une institution de prévoyance collective parmi les membres des Comités de gestion des CPI, afin de faciliter la coordination entre le Conseil de fondation et les Comités de gestion paritaires des CPI. Il faudra, toutefois, que le fonctionnement du Conseil de fondation assure son indépendance envers les CPI.

Alinéa 2

Précise la procédure de désignation pour les représentants des différentes entités. La représentation des autres communes genevoises affiliées est attribuée à l'ACG.

Art. 11 Quorum

Alinéas 1 et 2

Les règles de quorum doivent permettre une activité et une gestion efficaces par le Conseil de fondation.

Alinéa 3

Les mêmes considérations conduisent à prévoir la validité des décisions prises à la majorité des voix des membres présents.

Alinéa 4

Les décisions par voie de circulaire ne peuvent être prises que lorsqu'elles ont été approuvées à l'unanimité.

Art. 12 Tâches du Conseil de fondation

Cette disposition est centrale.

Alinéa 1

Définit d'une manière générique les compétences du Conseil de Fondation.

Alinéa 2

Reprend précisément les tâches inaliénables et intransmissibles désormais expressément fixées dans le nouvel article 51a LPP. Ces tâches sont notamment : définition du système de financement (a) ; définition des objectifs en matière de prestations, des plans de prévoyance, ainsi que des principes relatifs à la répartition des fonds libres (b) ; adoption et modification de règlements (c) ; établissement et approbation des comptes annuels (d) ; définition des bases techniques déterminantes (e) ; définition de l'organisation de l'institution de prévoyance (f) ; organisation de la comptabilité (g) ; information des assurés (h) ; formation initiale et continue des représentants des salariés et de l'employeur - (i) ; nomination et révocation des personnes auxquelles est confiée la gestion (j) ; nomination et révocation de l'expert en matière de prévoyance professionnelle et de l'organe de révision (k) ; décision concernant la réassurance, complète ou limitée de l'institution de prévoyance (l) ; établissement des principes et des objectifs en matière d'administration de la fortune, d'exécution du processus de placement et de surveillance de ces processus (m) ; contrôle périodique de l'équilibre financier (n) ; définition des conditions de rachat des prestations (o) ; pour les institutions de prévoyance de corporations de droit public, définition des rapports avec les employeurs affiliés et les conditions applicables à l'affiliation d'autres employeurs (p).

Pour la Fondation CAP, l'organe suprême est le Conseil de fondation.

Cette attribution légale impérative des tâches de gestion essentielles à l'organe suprême, est valable aussi bien pour l'organe paritaire d'une caisse de pensions d'entreprise que pour l'organe suprême d'une institution collective ou commune. La seule réserve envisageable concerne les institutions de prévoyance de droit public, lorsque les collectivités publiques concernées fixent les dispositions correspondantes dans une loi, ceci en lien avec les prérogatives qui leurs sont reconnues en raison de la garantie qu'elles émettent.

Cela signifie que la délégation interne à des CPI, dans une structure collective, doit être clairement définie et encadrée.

La définition des tâches du Conseil de fondation nécessite de résoudre la question des compétences de la Fondation et des CPI et de déterminer le lien juridique entre le Conseil de fondation et les comités de gestion des CPI.

A ce titre, deux hypothèses sont envisageables :

- Un processus de haute surveillance par le Conseil de fondation et une vérification de type formel, en ce sens que les décisions initialement prises par les Comités paritaires des CPI sont soumises à l'approbation du Conseil de fondation ou à sa haute surveillance. Cette procédure permet d'envisager une possibilité de renvoi du Conseil de fondation aux Comités de gestion en cas de désaccord.
- Les Comités de gestion des CPI sont des émanations du Conseil de fondation et fonctionnent comme des commissions spécialisées du Conseil de fondation. La deuxième solution n'est pas avantageuse pour les différents employeurs affiliés.

Par conséquent, la disposition concernant les tâches du Conseil de fondation est basée sur la première hypothèse.

Cette solution – conforme au fondement même d'une fondation collective – a pour avantage de respecter les particularités de chaque employeur affilié, tout en garantissant les objectifs qui ont conduit à leur proposer le maintien d'une institution "*commune*".

Il a donc été décidé d'élaborer une disposition prévoyant les tâches attribuées exclusivement au Conseil de fondation et les tâches des CPI qui nécessitent l'approbation du Conseil de fondation ou qui font l'objet de sa haute surveillance. En cas de désaccord, une procédure de consultation et de règlement par "*allers-retours*" se met à place.

Sur la base de cette dernière solution, les tâches ont été passées en revue et la question de leur attribution a été réglée aux alinéas 3, 4, 5 et 6.

Alinéas 3 et 4

Le texte reprend l'art. 51a al.3 et 4 LPP.

Alinéa 5

Mentionne les décisions des CPI qui doivent donc faire l'objet d'un examen et d'une approbation du Conseil de fondation. Celles qui peuvent donc donner lieu à une procédure de consultation et de règlement par "*allers-retours*".

Alinéa 6

Il précise les décisions des CPI sur lesquelles le Conseil de fondation doit exercer la haute surveillance.

Alinéa 7

Cette disposition qui fixe la possibilité de réviser les statuts est courante. Elle se distingue toutefois en raison de la surveillance qui est exercée sur les institutions de prévoyance de par le droit fédéral, il est prévu de soumettre au contrôle préalable de l'autorité de surveillance une demande de révision pour s'assurer de sa conformité légale.

Alinéa 8

La possibilité de créer de nouvelles CPI, en plus des deux prévues à la constitution de la Fondation CAP, vise à permettre l'affiliation d'autres employeurs.

Art. 13 Caisses de prévoyance internes

Alinéa 1

Dans un premier temps, deux CPI distinctes sont créées, mais la possibilité est accordée par les présents statuts au Conseil de fondation de créer de nouvelles CPI, suite à l'affiliation de nouveaux employeurs.

Alinéa 2

Les Comités de gestion sont constitués paritairement. La voix consultative accordée aux pensionnés est destinée à créer une égalité entre les différents membres des CPI.

Alinéa 3

Le règlement d'organisation élaboré par le Conseil de fondation et préavisé par les CPI fixera de manière uniforme les modalités de désignation des membres des Comités de gestion, évitant de ce fait des divergences et disparités entre les CPI.

Alinéa 4

Le Comité de gestion est l'organe représentatif de la CPI envers la Fondation.

Art. 14 Tâches des Comités de gestion

Cette disposition est le pendant de l'article 12 précité, qui énumère les tâches inaliénables du Conseil de fondation, ainsi que les tâches des CPI qui doivent faire l'objet, soit de l'approbation impérative du Conseil de Fondation, soit de sa haute surveillance.

Cette disposition tient compte des spécificités et des avantages liés à la structure de la Fondation collective. En effet, l'avantage de la constitution d'une Fondation collective est de permettre aux entités affiliées et à leurs salariés d'avoir une plus grande flexibilité. Dans les compétences qui sont les leurs, les Comités de gestion peuvent aussi constituer des Commissions.

Art. 15 Administration

Le terme "*Secrétariat*" anciennement utilisé dans les statuts de la CAP a été modifié en "*Administration*". En effet, l'intitulé "*Secrétariat*" n'est pas représentatif des tâches qui sont effectivement attribuées à cet organe.

Actuellement, le personnel de la CAP est au bénéfice du statut d'employé « Ville de Genève ». A l'avenir, il sera soumis à un statut spécifique de droit public de la CAP.

La CAP est dotée d'une Direction.

La Direction est désignée par le Conseil de fondation, qui fixe également le statut du personnel.

L'Administration est l'organe exécutif de la CAP et dispose à ce titre des pouvoirs nécessaires.

CHAPITRE IV – FORTUNE ET CONTRÔLE

Art. 16 Fortune et tenue des comptes

La composition de la fortune de la Fondation et la part des CPI doit être précisée.

Certains aspects doivent être gérés de manière commune pour une saine gouvernance et pour des questions d'économie de gestion. Ainsi en est-il de la fortune des CPI, qui doit être gérée en commun par le Conseil de fondation.

Les CPI ont en outre la liberté de choisir le système de la capitalisation ou celui du financement mixte. Cette dernière solution implique la garantie légale des prestations par les communes. Il est important de laisser aux CPI le choix du système de financement qui leur convient, eu égard aux nouvelles exigences que doit remplir la prévoyance en faveur des assurés employés par SIG.

En revanche, il est impératif de tenir des comptes séparés pour chaque CPI, afin qu'elles ne répondent exclusivement et individuellement que de leurs propres dettes.

Art. 17 Placement de la fortune

La fortune des CPI est gérée en commun par le Conseil de fondation.

La question de la structure de gestion commune qu'il convient d'adopter pour la fortune de la Caisse devra être abordée afin d'élaborer des solutions novatrices. Celle-ci doit permettre de répondre de manière flexible aux stratégies de placement des CPI, tout en offrant les meilleurs coûts et structures de diversification.

En ce qui concerne la fortune mobilière, les classes d'actifs traditionnelles peuvent ainsi être intégrées dans un fonds de placement institutionnel de la CAP émettant des parts en faveur de chaque CPI.

En ce qui concerne les classes d'actifs alternatives, des solutions devront être trouvées.

Enfin, s'agissant de la fortune immobilière, une réflexion sur la constitution d'une Fondation immobilière du 2ème pilier de droit public communal, structure qui pourrait répondre aux besoins propres des CPI, doit avoir lieu.

Pour ne pas prêter de solutions futures pour la gestion de la fortune immobilière, aucune n'étant arrêtée au moment du présent commentaire, il est expressément prévu l'exonération de tout impôt, émolument ou taxe cantonale, à l'exception de ceux de l'autorité de surveillance, pour le transfert des immeubles. Ce transfert devant en tous les cas intervenir puisque les immeubles CAP sont actuellement inscrits en propriété commune de la Ville de Genève, des SIG et de l'Etat de Genève. Or, ce dernier ne fera plus partie de la Fondation CAP.

Art. 18 Comptabilité

L'établissement d'un bilan financier et de comptes de pertes et profits pour chaque CPI est nécessaire pour respecter le système instauré, selon lequel chaque CPI répond exclusivement de ses propres passifs.

Art. 19 Organe de révision

Selon l'art. 52a LPP, l'institution de prévoyance désigne un organe de révision qui vérifie chaque année la gestion, les comptes et les placements.

Le choix de l'organe de révision – qui sera le même pour la Fondation que pour les CPI – appartient exclusivement au Conseil de fondation. Il est en effet impératif qu'un unique organe de révision vérifie les comptes des CPI et de la Fondation. En effet, chaque CPI aura ses propres comptes et la Fondation établira des comptes consolidés. De ce fait, la révision comptable doit obligatoirement revenir au même organe de révision.

Art. 20 Expert en matière de prévoyance professionnelle

Selon l'art. 52a LPP, l'institution de prévoyance charge un expert agréé en matière de prévoyance professionnelle de déterminer périodiquement si l'institution de prévoyance offre en tout temps la garantie qu'elle peut remplir ses engagements, et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations sont conformes aux prescriptions légales.

Pour les mêmes considérations que décrites ci-dessus, à savoir que chaque CPI dispose de ses propres comptes et que la Fondations établit des comptes consolidés, l'expert agréé en matière de prévoyance professionnelle doit impérativement être le même pour la Fondation et les CPI.

CHAPITRE V – RESPONSABILITE ET INCOMPATIBILITE

Art. 21 Responsabilité

Il n'existe pas de solidarité comptable entre les CPI.

Art. 22 Incompatibilité

Il s'agit de prévenir les conflits d'intérêts. (art. 51b al.2 LPP, 48h OPP2)

Art. 23 Intégrité, loyauté et récusation

A la suite de la réforme structurelle, la législation a introduit des précisions sur les exigences à remplir par les membres de l'organe de gestion et par les gestionnaires de fortune. La disposition reprend ces exigences. (art. 51b al. 1 LPP, 48t OPP2)

Art. 24 Secret de fonction

L'obligation de garder le secret est inscrit dans la législation fédérale (art. 86 LPP).

CHAPITRE VI – CONTENTIEUX

Art. 25 Voies de droit

Conforme aux compétences définies par la législation entre les instances compétentes pour connaître d'un recours.

CHAPITRE VII – LIQUIDATION

Art. 26 Liquidation, transfert, fusion, dissolution

Le Grand Conseil est compétent pour dissoudre des Fondations de droit public (art. 2 let. k LRGC – B 1 01). Par analogie, le transfert de la Fondation ou sa fusion avec une autre institution de prévoyance est également soumis à une décision du Grand Conseil.

Sa fortune doit impérativement être transférée dans une autre institution de prévoyance et être constituée conformément aux buts de prévoyance professionnelle.

Des règlements relatifs à la liquidation partielle des CPI devront être établis.

Les règlements de liquidation doivent être approuvés par l'autorité de surveillance. Ils fixent les règles en matière de liquidation et procédures de recours.

CHAPITRE VIII - CREATION DE LA FONDATION ET TRANSFERT DE PATRIMOINE

Art. 27 Création de la Fondation

Afin de pouvoir mettre en place les organes et l'organisation de la gestion de la Fondation avant la date butoir du 1^{er} janvier 2014, il faut qu'elle soit créée le plus tôt possible. La date du 1^{er} octobre tient compte de cela et des nombreuses délibérations communales nécessaires pour la constitution de la Fondation, des processus législatifs qui en découlent, ainsi que de l'approbation de l'autorité de surveillance qui doit être obtenue.

Art. 28 Première élection des membres du Conseil de fondation et des Comités de gestion des CPI

Il s'agit de la première étape essentielle à la mise en place des organes de gestion de la Fondation et des CPI.

Art. 29 Bilan de clôture

Un bilan de clôture est indispensable pour évaluer les actifs et passifs qui seront transférés à la Fondation et qui interviendra donc au 31.12.2013.

Art. 30 Transfert des actifs et passifs

Les actifs et les passifs de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et du personnel communal transféré dans l'Administration cantonale, sont transférés à la Fondation de droit public intercommunale.

Les actifs constitueront la fortune commune et chaque CPI aura une part de la fortune commune.

Ce transfert est effectué par succession universelle, à la Fondation et à chacune des CPI proportionnellement aux engagements de prévoyance de chacune d'entre elles.

Art. 31 Apports extraordinaires

Dans le cadre des systèmes de capitalisation respectivement appliqués par chacune des CPI constituées à la création de la Fondation, un apport extraordinaire est prévu.

Pour la CPI «Ville de Genève et les autres communes genevoises» cet apport est lié au plan de financement nécessaire au maintien de la capitalisation partielle.

Compte tenu des dispositions restrictives en matière de règles budgétaires et comptables de la loi sur l'administration des communes (ci-après la LAC), plus particulièrement les articles 74 et 77, qui s'appliquent aux communes, le projet de loi constituant la Fondation prévoit, à son article 3, que cet apport extraordinaire n'est pas pris en compte, l'année de son versement, pour l'application des articles 74 et 77 LAC et de leurs dispositions d'application. Cette dérogation à la LAC, figurant dans une loi de même rang est légalement possible.

Pour la CPI « Services industriels de Genève », cet apport est nécessaire à la capitalisation complète.

Art. 32 Bilan d'entrée

Pendant du Bilan de clôture, il doit établir la situation financière de la Fondation et des CPI après transfert des actifs et des passifs et apports complémentaires prévus.

Art. 33 Règlement relatif au financement et à la garantie de la prévoyance et règlement de prévoyance de la CPI « Ville de Genève et les autres communes genevoises »

La nécessité d'élaborer deux règlements distincts pour cette CPI est liée à la capitalisation partielle et aux compétences qu'elle induit pour les corporations de droit public qui émettent la garantie nécessaire à un tel système de financement.

Le règlement relatif au financement et à la garantie de la prévoyance définit l'engagement financier des corporations publiques. Il est essentiel car il donne l'ampleur de ce financement en situation ordinaire et en cas d'assainissement. Il est également le fondement de la garantie qu'émettent les corporations de droit public. L'autorité de surveillance exerce uniquement un contrôle de conformité sur ce règlement qui n'est cependant pas soumis à son approbation formelle comme c'est le cas pour le règlement de liquidation.

Soumis une première fois pour son adoption c'est ensuite, conformément aux compétences de représentation définies dans les statuts, l'ACG qui représentera les autres communes genevoises affiliées à la CPI pour toute question liée à la révision de ce règlement.

Le règlement de prévoyance définit les prestations du plan de prévoyance. Approuvé une première fois par les délibérations municipales, toute modification de ce règlement relèvera ensuite de la seule compétence de la Fondation. Ceci conformément à la législation fédérale qui a décidé de délimiter clairement les tâches attribuées aux corporations de droit public et celles inaliénables et intransmissibles de l'organe suprême de l'institution de prévoyance.

Enfin, l'alinéa 3 rappelle l'obligation de faire approuver le plan de financement à l'autorité de surveillance.

Art. 34 Règlement de prévoyance de la CPI « Services industriels de Genève »

Ce règlement réunit les dispositions applicables au financement propre à une capitalisation complète et le plan de prévoyance de la CPI, dès lors qu'il n'est pas nécessaire de distinguer le financement et la garantie qu'il implique dans ce système de capitalisation.

Les dispositions relatives aux prestations sont exactement les mêmes que celles du règlement de prévoyance de la CPI « Ville de Genève et les autres communes genevoises » puisqu'un seul et même plan de prévoyance est appliqué pour les CPI à la constitution de la Fondation.

Art. 35 Impôts, émoluments et taxes

Disposition conforme au droit applicable.

Art. 36 Transfert du personnel

Le personnel actuel de la CAP sera également transféré de la Ville de Genève à la Fondation.

CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

Art. 37 Adoption des statuts

Les statuts doivent être adoptés par l'ensemble des entités qui seront affiliées à la Fondation.

Art. 38 Modification des statuts

La Fondation est constituée par une loi du Grand Conseil et sa liquidation est soumise à l'approbation du Grand Conseil. Dès lors, les présents statuts ne peuvent faire l'objet de modifications qu'avec l'approbation du Grand Conseil.

Art. 39 Abrogation et dissolution

La création des CPI, le transfert des actifs et passifs à la Fondation pour répartition entre les deux CPI, ainsi que le transfert du personnel de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et du personnel communal transféré à l'Administration cantonale, seront effectifs à la date de l'entrée en vigueur de la loi, fixée par le Conseil d'Etat.

Art. 40 Annexe

Disposition indiquant que l'annexe A relative aux apports extraordinaires fait partie intégrante des statuts.